

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AFR 54/004/2008 – ÉFAI

16 janvier 2008

AU 12/08 **Craintes pour la sécurité**

SOUDAN

Ali Haroun (h)

Faisal Abdullah al Tahir (h)

Mohiedin Sharaf (h)

Tya Kuku Rahal (h)

Ibrahim Suleiman (h)

**Abdullah Amir al Muminin (h), conseiller juridique
et 11 autres personnes au moins**

Les cinq premiers hommes dont les noms figurent ci-dessus ainsi que huit autres personnes seraient détenus depuis cinq semaines à Dirbat par l'Armée de libération du Soudan d'Abdel Wahed (ALS/AW), un groupe d'opposition armée du Darfour. Ils auraient apparemment été incarcérés sur l'ordre d'Abdel Wahed Mohammed Nur, le dirigeant de l'ALS/AW. On ne sait pas de manière précise où ils se trouvent et Amnesty International craint qu'ils ne soient torturés, maltraités ou exécutés illégalement.

Certains d'entre eux viennent d'Ain Siro, une région située à 30 kilomètres au nord-ouest de Kutum dans le Darfour septentrional, qui est sous le contrôle de l'ALS/AW. Amnesty International pense qu'Ali Haroun et les autres personnes originaires d'Ain Siro soutenaient l'idée d'une union entre les différentes factions de l'Armée de libération du Soudan (ALS), qui s'était scindée en plusieurs groupes, et étaient favorables à l'ouverture d'un dialogue en vue de mettre fin au conflit au Darfour. Ils auraient été convoqués en décembre au siège de l'ALS/AW à Dirbat, où ils auraient été désarmés et arrêtés. D'après certaines sources, l'un d'eux, Tya Kuku Rahal, aurait été exécuté illégalement au cours de sa détention.

Abdallah Amir al Muminin, le conseiller juridique de l'ALS, et trois autres personnes auraient été enlevés par des commandants de l'ALS/AW à Dirbat et conduits dans un lieu de détention inconnu.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

L'ALS et le Mouvement pour la justice et l'égalité (MJE) se sont soulevés contre le gouvernement du Soudan au Darfour en 2003, pour protester contre la marginalisation de cette région. Le gouvernement du Soudan a armé et soutenu des milices locales, connues sous le nom de Janjawids, qu'il utilise pour combattre les rebelles. Il a déplacé de force plus de deux millions de civils appartenant pour la plupart à la même ethnie que les groupes armés, dans le cadre de sa stratégie anti-insurrectionnelle. À la suite de l'Accord de paix sur le Darfour signé en 2006, qui n'avait pas obtenu le soutien de la plupart des composantes de l'ALS et de la MJE, ces groupes armés se sont scindés en plusieurs factions différentes. De nombreuses tentatives ont été faites pour les réunifier, souvent en prélude à de nouveaux pourparlers de paix, et certaines factions se sont unies. Abdel Wahed Mohammed Nur, qui a fondé l'ALS en 2003, a cependant toujours refusé de participer à des discussions avec d'autres factions de l'ALS. Abdel Wahed Mohammed Nur vit actuellement à Paris, mais il continue d'avoir des partisans sur le terrain, en particulier dans l'est du Jebel Marra et dans les camps de personnes déplacées.

ACTION RECOMMANDÉE : Nous savons qu'Abdel Wahed Mohammed Nur vit à Paris mais nous ne connaissons pas son adresse ni ses numéro de fax et adresse électronique. Nous

vous prions donc de lui envoyer un court texto dans lequel vous indiquerez votre nom et votre pays et lui demanderez : « Libérez les détenus d'Ain Siro. » ou quelque chose de semblable. Nous indiquons également le numéro de téléphone satellitaire du commandant qui détient les 17 personnes.

APPELS À :

Abdel Wahed Mohammed Nur

Président de l'Armée de libération du Soudan d'Abdel Wahed

Téléphone portable : + 33 637518544

Nimer (commandant de l'ALS/AW dans le Jebel Marra)

Téléphone satellitaire : + 88216 55589598

Veillez également envoyer des appels aux envoyés spéciaux des Nations unies et de l'Union africaine pour le Darfour, en anglais ou dans votre propre langue :

- demandez-leur d'user de leur influence pour obtenir que l'ALS/AW libère immédiatement toutes les personnes maintenues en détention uniquement parce qu'elles ont exprimé leur opposition à la politique consistant à refuser l'unité et les pourparlers de paix ;
- exhortez-les également à user de leur influence pour obtenir que l'ALS/AW respecte son obligation au titre du droit international humanitaire de traiter humainement tous les détenus.

APPELS À :

Jan Eliasson

Joint Mediation Envoy for Darfur

United Nations

Department of Political Affairs

New York

New York 1017

États-Unis d'Amérique

Fax : +1 212 906 5000

Salim Ahmed Salim

Joint Mediation Envoy for Darfur

African Union

PO Box 3243

Addis-Abeba

Éthiopie

Fax : +251 1 512622

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 27 FÉVRIER 2008, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.